

# Réforme des congés pour raison de santé et protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique de l'Etat

Impact des décrets du 27 juin 2024 et du 4 juillet 2024

NEW

INTRA



## Objectifs

- Connaître la réforme sur les congés pour raisons de santé dans la Fonction Publique de l'Etat
- Comprendre l'articulation entre le maintien de salaire et la protection sociale complémentaire
- Identifier les décrets à venir au regard de l'accord du 20 octobre 2023



## Public

Gestionnaires ou responsables du service du personnel, de la paie, de la gestion administrative du personnel, dans la Fonction publique d'Etat



## Prérequis

Disposer d'une connaissance de base sur les congés pour raison de santé



## Durée

3 Heures



## Prix

Spécial INTRA  
Prix sur demande



- Construction d'une synthèse visuelle des modifications
- Quiz de validation des connaissances

## Le cadre réglementaire de la protection sociale et ses évolutions dans la fonction publique d'Etat

- Contexte de la réforme
- Objectifs des décrets n°2024-641 du 27 juin 2024 et n°2024-678 du 4 juillet 2024
- Textes modifiés
- Décrets à venir

## Les modifications sur la réglementation relative aux congés pour raison de santé

### • Pour les fonctionnaires

- Congé longue maladie : changement sur le traitement et les primes
- Congé longue durée : l'impact sur les primes
- Modification rétroactive du CMO en CLM : impacts sur la rémunération de l'agent
- Le placement en disponibilité conservatoire : FPT et FPH
  - le demi-traitement
  - créateur de droits
- Le placement en disponibilité provisoire : FPE
  - l'indemnité
  - non créatrice de droits, en principe

### • Pour les contractuels

- Modification de la rémunération en congé maladie et en congé grave maladie
- Changement de la condition d'ancienneté
- Réponse de la DGAFP sur l'appréciation de l'ancienneté inter-versants de la Fonction publique
- L'obligation de subrogation

## La protection sociale complémentaire

- Principe
- Adhésion
- Garanties couvertes
  - CLM/CGM
  - Invalidité des fonctionnaires d'origine non professionnelle
  - Invalidité des contractuels d'origine non professionnelle